

DOUGLAS JOHNSON

*La Grande-Bretagne
vue par les Français :
transformation d'une image*

Un jour devant un professeur distingué, membre du Collège de France, je me suis étonné du petit nombre d'historiens français qui s'intéressaient à l'histoire de la Grande-Bretagne. Il m'a répondu qu'il n'y avait qu'un seul pays dont les Français ignorent l'histoire encore plus qu'ils n'ignoraient l'histoire britannique : la Belgique. Mais je vois qu'actuellement les Français s'intéressent à ce qui se passe chez leur voisin d'outre-Manche. « L'Angleterre brûle-t-elle ? », titrait *Le Nouvel Observateur* lors des premières émeutes soi-disant racistes, et ce genre de reportage est réapparu chaque fois que les émeutes se sont reproduites. « Un étranger dans le pays où il est né » fut le titre de *L'Humanité* décrivant le cas d'un jeune Antillais de la deuxième génération, renfermé dans le ghetto de sa « cité-gangrène ». Et nous voyons, jour après jour, comment les journaux et les revues en France montrent l'Angleterre : pays de chômeurs, de mécontents, de pessimistes, de grévistes, de hooligans, de racistes, de hippies et de punks ; un Etat miné par la guerre civile en Irlande du Nord, dirigé par « la dame de fer » dans un sens insulaire, réactionnaire et obstiné ; une société profondément divisée mais soutenue par la nostalgie du passé et par les divertissements de la famille royale.

Et pourtant, si peu que les Français connaissent l'histoire britannique, les révélations du présent et les commentaires qu'elles suscitent constituent néanmoins un grand renversement de l'interprétation de cette histoire. L'histoire de la Grande-Bretagne était vue comme une histoire à succès (voir le beau livre de François Crouzet, *De la supériorité de l'Angleterre sur la France : l'économique et l'imaginaire, XVII^e-XX^e siècles*, Perrin, 1985). Succès politique, car une fois réalisée l'unité du royaume décidée par les Tudor vers la

fin du xv^e siècle et la question constitutionnelle résolue en faveur d'un Parlement efficace vers la fin du xvii^e siècle, l'Angleterre n'a jamais connu de crise politique profonde ; succès économique, car l'Angleterre a effectué la transition entre un pays agricole dépendant du commerce de la laine et le plus grand pays industriel du monde ; succès religieux, car une fois les heurts de la Réforme absorbés, le pays a trouvé dans l'Eglise anglicane l'église la plus rationnelle du monde, qui a su vivre amicalement avec une multitude de sectes non conformistes et une minorité catholique ; succès impérial car le pays qui a construit l'Empire le plus considérable du monde a su organiser une décolonisation qui, malgré des conflits localisés comme au Kenya, en Malaisie et à Chypre, s'est effectuée avec une facilité déconcertante ; succès militaire car si le rôle des Etats-Unis et de l'Union soviétique a été déterminant dans la deuxième guerre mondiale, il reste vrai que la résistance britannique à partir de 1940 a été aussi importante qu'héroïque. Il n'est pas étonnant que les manuels français, quand ils parlaient de l'Angleterre, aient insisté sur la grande tradition parlementaire illustrée par les Pitt, les Peel, les Gladstone et les Disraeli, et que les hommes politiques français, les Guizot, les Tardieu, les Blum, l'aient enviée franchement et sincèrement. On insistait sur la tradition britannique de travail, d'invention, de commerce et le titre que Charles Morazé a donné à un chapitre de son manuel fut « La persévérante Angleterre ». A des moments où les Français n'étaient que trop conscients des démons intérieurs qui les dévoraient, il était facile de leur dépeindre une Grande-Bretagne unie : un peuple sérieux et mû par un sens civique élevé, une nation foncièrement libérale et humanitaire.

Quant à l'héroïsme, si le général de Gaulle en a parlé, qui pourrait en douter ? En 1944, devant Churchill, il a prononcé les mots suivants : « Dans mille ans, la France, qui a quelque expérience des combats, des labeurs et des souffrances, n'aura pas oublié ce qui fut accompli dans cette guerre, à force de combats, de labeurs et de souffrances, par le noble peuple que le très honorable Winston Churchill entraîne avec lui vers les sommets de l'une des plus grandes gloires du monde. »

Ces jours sont bien loin. Les Français n'ont plus qu'à écouter les Britanniques eux-mêmes pour le constater, car les Britanniques ne cessent de parler entre eux du déclin de leur pays. Le prince de Galles, qui s'échappe de plus en plus souvent du conte de fées où on essaie de l'enfermer, a exprimé son inquiétude à la perspective de l'héritage d'un royaume profondément divisé, comme il a exprimé ses craintes de voir l'Angleterre devenir un pays industriel de

quatrième rang. Une commission officielle, établie par l'archevêque de Cantorbury et représentant l'Eglise anglicane, a déploré l'état de dégradation et d'abandon des quartiers centraux des grandes villes industrielles, faisant ainsi écho à tous ceux qui croient que le Gouvernement actuel ne s'intéresse pas aux gens ordinaires.

La Cité, autrefois le centre du monde financier, est actuellement le centre de scandales. La police, dont les Britanniques étaient si fiers, car les policiers n'étaient pas armés et ils avaient la réputation d'être incorruptibles, a changé aussi. Beaucoup de policiers sont armés et commettent des bavures impardonnables. Quant à la corruption, elle se trouve au sein de la police, comme ailleurs. La vague de criminalité et de violence ne cesse de grandir. Et conscients comme toujours d'une certaine rivalité avec nos voisins (et le Gouvernement actuel insiste constamment sur le fait qu'il est en train de créer bien davantage d'emplois qu'on ne réussit à en créer en France), nous sommes forcés de constater qu'en Europe notre pays est considéré comme celui qui s'est le moins bien adapté à la vie politique, économique et juridique de la Communauté ; qu'en quittant l'Unesco la Grande-Bretagne va être accusée d'un nationalisme étroit et mesquin ; et qu'à l'échelle mondiale, quand, au début de décembre 1985, les Nations Unies ont débattu de la question des Falklands, il n'y a eu que trois pays dans cette assemblée qui ont cru bon de voter avec la Grande-Bretagne. Tous ces faits sont notés et commentés âprement en Angleterre où l'on ne cesse d'ailleurs de poser la question : « Que se passera-t-il quand le pétrole de la mer du Nord et les revenus qu'il engendre seront épuisés ? »

Comment expliquer ce déclin, ou, du moins, ce sentiment de déclin, car le Gouvernement de Mme Thatcher, parfois encore soutenu par les sondages, ne cesse de prétendre qu'on est en train de créer une économie moderne en Angleterre ? Il est facile de parler de la politique d'évasion, suivie par des Premiers ministres comme Macmillan ou Wilson dans les années 50 et 60, quand on a évité toute réforme importante. Il est également facile de désigner les dernières années du Gouvernement travailliste de Callaghan et la première année du Gouvernement Thatcher de 1979, comme étant la dernière période où une politique économique dirigée vers la productivité a été possible. On peut toujours être prodigue en regrets : l'Angleterre, dit-on, est entrée dans le Marché commun, soit trop tard, soit trop tôt. Mais on peut aussi remonter beaucoup plus loin : c'est, nous disent quelques historiens, à partir de la fin du XIX^e siècle que les Britanniques ont cessé de concentrer tous leurs efforts sur la production et se sont mis, pour leurs investissements financiers, les assurances et

d'autres services, à dépendre de la richesse des autres, ce qui est toujours une entreprise vouée à la fragilité.

Mais la crise n'est pas seulement économique. Elle est aussi internationale. Est-ce que la dépendance britannique envers les Etats-Unis (il y a ceux qui prétendent que l'accord récent entre le Gouvernement de Londres et celui de Dublin à propos de l'Irlande du Nord a été dicté par Washington) ne date pas de la deuxième guerre mondiale quand Churchill faisait tout pour charmer et plaire à Roosevelt ? La crise est aussi sociale. Est-ce que nous ne devons pas voir là aussi un phénomène profondément historique ? Au XIX^e siècle, des observateurs de l'Angleterre étaient frappés de voir comme les gens de la bourgeoisie britannique pouvaient facilement rencontrer l'aristocratie, se mêler à elle et travailler avec elle. Cette mobilité sociale fut remarquable en son temps. Mais, comme l'ascension sociale était facile, la bourgeoisie britannique n'avait aucun besoin de cultiver une idéologie radicale, ou de trouver appui sur les classes inférieures. Bientôt, la mobilité devint très limitée, juste suffisante pour justifier le maintien de la situation sociale, pour empêcher toute réforme fondamentale, et pour maintenir le mythe que l'histoire de la Grande-Bretagne était une histoire privilégiée, sans révolutions, sans changements brutaux, une histoire où le détail prend le pas sur la fresque héroïque. La révolution des classes moyennes a pris fin, mais il y avait toujours des classes subordonnées les unes aux autres. La solution de la gauche libérale, soit dans le Parti conservateur, soit dans le Parti travailliste, n'a pas été de donner naissance à une révolution sociale, mais de rendre la situation plus acceptable pour ceux qui étaient pauvres et défavorisés, en faisant appel à l'Etat-providence avec sa sécurité sociale. Avec des partis politiques sans idéologie, et des églises anglicanes et non conformistes également sans idéologie, cette politique de tâtonnements et de tolérance paraissait inévitable. Au mieux, cette politique supposait un respect mutuel dans l'inégalité. La crise économique et son interprétation par Mme Thatcher ont mis fin à cette expérience.

Mais, ce qui frappe dans l'histoire de la Grande-Bretagne, c'est une certaine capacité à survivre. Forte de vieux équilibres, est-ce que l'Angleterre peut se refaire sans se défaire ? De toute façon, il est possible que les Anglais trouvent un certain confort dans le fait que, vue de Tokyo, de Séoul, ou de Singapour, l'Angleterre ne semble pas très différente de ses voisins européens.

HUGH BERRINGTON

*La stabilité institutionnelle
masque-t-elle une société en crise ?*

On emploie trop souvent dans le débat politique le terme stabilité de manière imprécise. Or il existe au moins trois sortes de stabilités : celle du régime, celle du Gouvernement et celle de la politique elle-même. Et malheureusement on confond souvent les genres. Il est fréquent de considérer que la stabilité d'un Gouvernement correspond à une homogénéité — et à une cohérence — dans la politique conduite ; on peut tout aussi bien mal interpréter une longévité gouvernementale et en déduire celle d'un régime.

La stabilité d'un régime dépend de sa capacité à faire face aux défis qui lui sont lancés — bref, à se perpétuer lui-même. Aussi parle-t-on de l'instabilité de la République de Weimar parce que durant sa courte vie elle n'a cessé d'être exposée à des menaces, venant de la droite en particulier, qui la mettaient en cause dans son existence. De même, la IV^e République en France est évoquée comme instable, parce qu'elle était cernée par un puissant Parti communiste très actif, menacée par le premier parti gaulliste et handicapée par les difficultés de la décolonisation.

La stabilité d'un Gouvernement renvoie tout simplement à l'aptitude de son exécutif à rester aux affaires. De ce point de vue, les Gouvernements de la IV^e République, de l'Italie ou de la Finlande contemporaines peuvent être jugés instables.

La stabilité d'une politique renvoie, elle, à la capacité d'un exécutif d'appliquer avec succès et pendant un temps raisonnable son programme. Ainsi on peut constater une grande stabilité gouvernementale, tandis que la politique oscille constamment d'une décision à l'autre ; ou encore, l'instabilité gouvernementale peut coïn-